



Djibouti

Système de Suivi et surveillance de la Sécurité Alimentaire (SSSA)

En Bref

- L'insécurité alimentaire affecte 59,7% des ménages ruraux en Mai 2014, dont 21,3% dans sa forme sévère et 38,4% dans sa forme modérée. Dikhil (74%) et d'Obock (63%) enregistrent la prévalence la plus élevée; la région la moins affectée est Tadjourah (45%).
- L'insécurité alimentaire a augmenté par rapport à Juin 2014 (+13%) mais elle a baissé par rapport à Octobre 2014 (-18%). La tendance négative au cours des onze derniers mois est principalement liée à la pauvre saison de pluie de Heys/Dadaa et au retard des pluies Diraac/Sougoum en zone rurale et côtière pendant la période de l'enquête.
- Plus de la moitié des ménages enquêtés (56%) ont une consommation alimentaire inadéquate, dont 30% ont une consommation pauvre. Les scores de consommation alimentaire (SCA/FCS) des ménages enquêtés se sont détériorés depuis juin 2014 (+7% des ménages ayant consommation inadéquate).
- Plus de 70% des ménages ont un score de diversité alimentaire pauvre, qui normalement se traduit dans l'accès très limité aux groupes d'aliments riches en protéines et micronutriments (notamment fer et vitamine A).
- Les sources principales d'aliments pour les ménages enquêtés restent l'achat en espèce ou à crédit (67% de chaque denrée, sauf poisson et abats rouges, sont procurés dans le marché) et l'assistance alimentaire (7%).
- Trois quart du budget mensuel des ménages sont moyennement consacrés pour l'achat de produits alimentaires, avec un niveau encore plus considérable dans la région d'Obock (83%), de Tadjourah (82%) et de Dikhil (76%).
- Presque 43% des ménages ruraux ont adoptés au moins une stratégie d'adaptation alimentaire dans la semaine précédant l'enquête. L'Indice de Stratégie de Survie (ISS) est resté substantiellement sur les mêmes niveaux de mai 2014.
- En moyenne, 65,5% des ménages ont déclaré avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation non alimentaire, ayant donc un impact sur la stabilité socio-économique de moyen-long terme. Presque 20% des ménages ont adopté au moins une stratégie ayant une sévérité d'urgence et 36% au moins une stratégie de crise.

Introduction

Le PAM, la FAO, l'UNICEF et FEWSNET, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, de la Pêche et de l'élevage chargé des Ressources Halieutiques (MAPE-RH), le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID), les Préfectures et Conseils régionaux, l'ONARS et le Ministère de la Santé (MS-PNN), a conduit entre avril et mai 2015 une évaluation conjointe sur le suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SSSA) dans les 5 régions intérieures de Djibouti.

L'objectif principal de la présente SSSA est de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin d'augmenter l'efficacité des programmes humanitaire et de développement conduits par les partenaires au développement actifs dans les zones rurales de Djibouti. Le PAM, en partenariat avec le MID, le MS et MAEEP-RH, a collecté les données de terrain dans les zones rurales afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles de l'insécurité alimentaire des ménages, et d'estimer l'évolution de l'insécurité alimentaire depuis la dernière étude en mois d'octobre 2014 après la période de soudure.

Méthodologie

La collecte des données secondaires s'est concentrée principalement sur les enquêtes SSSA du PAM de février 2014, de septembre 2013 et d'octobre 2014, ainsi que sur l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN) conduite par le PAM entre juin et octobre 2014. Les bulletins FEWSNET sur les prévisions pendant la période de soudure Avril à Septembre 2015 ont fait également partie des sources d'informations utilisées dans le cadre de cette étude.

La collecte des données primaires avait pour objectif de combler le manque d'informations sur la sécurité alimentaire des ménages et montrer les tendances par rapport aux récentes enquêtes SSSA et AGVSAN. La collecte des données a été conduite à travers un questionnaire ménages qui est un outil qui a fait déjà l'objet d'un 1^{er} test à Djibouti depuis 2011 et est basé sur des outils expérimentés dans d'autres pays où des enquêtes similaires régulièrement conduites par le PAM/VAM^[1].

La zone de l'enquête a été stratifiée par type de ménages : 1) non-bénéficiaires du PAM 2) bénéficiaires GFD, 3) bénéficiaires vivre contre travail. La taille de l'échantillon a été calculée sur base d'un échantillonnage stratifié à 2 degrés, avec coefficient de confiance de 95% et un degré de précision de 7%, pour un total de 150 à 500 ménages par stratum. Pour chaque stratum, un minimum de 25 grappes (villages) a été sélectionné au hasard. Les villages ont été sélectionnés en utilisant la méthode « PPS », Probability Proportional to Size (proportion probable par taille). Pour chaque grappe, un minimum de 8 ménages ont été également sélectionnés au hasard à partir des listes disponibles. Globalement, 1522 ménages ont été échantillonnés dans 133 grappes.

Contrairement au dernier FSMS (octobre 2014), les données nutritionnelles ont été collectées auprès des mêmes ménages pour les enfants de moins de cinq ans à travers le périmètre brachial. Ceci est pour se conformer au cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle développé par l'UNICEF et le PAM, qui décrit le lien entre la sécurité alimentaire et la nutrition d'un ménage dont les enfants.

Avant de mener l'enquête, une formation a été conduite pour assurer que les énumérateurs en comprennent les objectifs, la stratégie d'échantillonnage et leurs rôles et responsabilités. Cette formation s'est tenue du 21 au 24 avril 2015 dans les bureaux du PAM à Djibouti. Les formateurs provenaient du bureau national ainsi que du bureau régional du PAM. Les formateurs ont également supervisé les tests des instruments (1 jour supplémentaires) et pour garantir la compréhension un « MOCK interview » a été introduit contrairement au dernier FSMS.

La collecte des données a eu lieu entre 24 Avril au 03 Mai 2015, par 5 équipes, chacune composée d'un superviseur/chef d'équipe. Du personnel local et national du Gouvernement était également impliqué dans la direction et dans la supervision de cette enquête depuis le début.

La saisie des données ne s'est pas rendue nécessaire vu l'utilisation du software Open data Kit (ODK). Après avoir procédé au triage, 1522 questionnaires ménages ont été conservés pour l'analyse, qui a été conduite avec le software SPSS.

Limites de l'enquête

Bien que des standards rigoureux aient été appliqués dans le procédé d'analyse, les risques suivants, communs à toute enquête quantitative, doivent être admis :

Risques liés à la validité externe : des limites liées à la possibilité de généraliser les résultats d'un échantillon à une population globale doivent être admises. Les données de l'enquête, et en particulier l'échantillonnage, ont été conçues pour représenter exhaustivement la situation à moment donné au niveau de région et dans l'ensemble du milieu rural du pays. Cependant ces risques existent, encore plus à cause de l'inaccessibilité de certaines zones de la région de Tadjourah et Obock (notamment dans la sous-préfecture d'Alaili Dada qui était l'une des plus affectées par l'insécurité alimentaire en juin 2014). Cela peut contribuer à la sous-estimation de la situation de l'insécurité dans ces régions.

Risques liés à la validité interne : des souvenirs incorrects ou des quantités estimées peuvent affecter la validité des résultats. Les enquêteurs ont cependant été entraînés à faciliter le rappel des souvenirs et à améliorer l'estimation des quantités pour améliorer ce point. Dans certains cas, le désir d'avantages sociaux, le manque de liberté et les attentes peuvent avoir affecté les réponses, et ainsi orienté les répondants vers des réponses déjà préparées, tout spécialement de la part des ménages qui ont peut-être fait l'objet, dans le passé, d'enquêtes visant à développer des programmes de réponses (ex. assistance alimentaire). Le caractère anonyme de l'enquête a toutefois contribué à réduire les risques de biais.

Risques liés à la fiabilité : les risques liés à la fiabilité ou à la répétition (Kaltan et al, 2005) des résultats ont été minimisés grâce à la conception du questionnaire et à l'entraînement des enquêteurs, ainsi qu'à des seuils et limites aux possibles options de réponse insérés grâce au programme ODK dans les tablettes. L'entraînement relatif aux questionnaires destinés aux ménages a été mené de façon à réduire la différence de perception des enquêteurs vis-à-vis des questions.

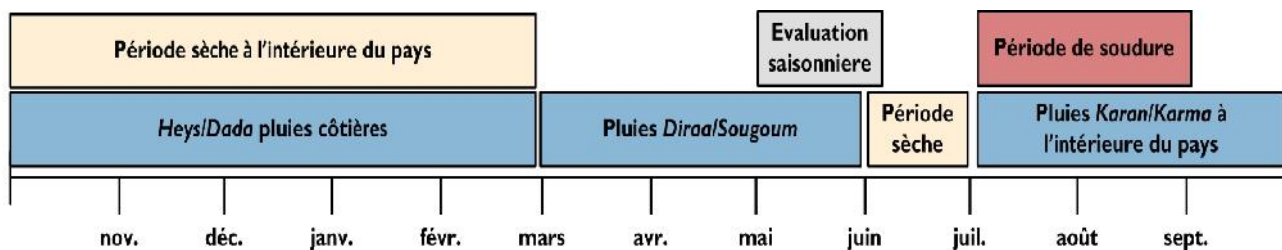
^[1] Les outils sont disponibles sur demande, veuillez contacter le bureau du PAM Djibouti.

Contexte

Entre Octobre et Février, la saison de Heys/Dada (pluie côtière) a été pauvre et irrégulière dans pratiquement toutes les régions concernées. La saison suivante de Diraa/Sougoum est pratiquement inexistante à ces jours. Les zones centrales et côtières qui dépendaient fortement de ces saisons de pluie, n'ont pas eu des précipitations suffisantes pour la régénération des pâturages sauf les zones côtières Nord d'Obock ou la saison de pluie de Heys/Dada qui ont été plutôt favorable, l'accès à l'eau et la disponibilité des aliments diversifiés comme les légumes et les fruits. Ces zones sont également des espaces de transhumance pour la majorité des ménages ruraux dans l'intérieur du pays.

L'épuisement progressif des pâturages et des ressources hydriques a donc ultérieurement détérioré le déjà très faible accès physique et économique à la nourriture des ménages ruraux, et notamment dans les régions d'Obock et Dikhil.

Tableau 1 : Calendrier saisonnier et événements critiques à Djibouti



oct.

oct.

La prochaine enquête en septembre/octobre 2015 donnera des informations plus précises de l'impact de ces facteurs sur le niveau de sécurité alimentaire des ménages.

Classification de la Sécurité Alimentaire

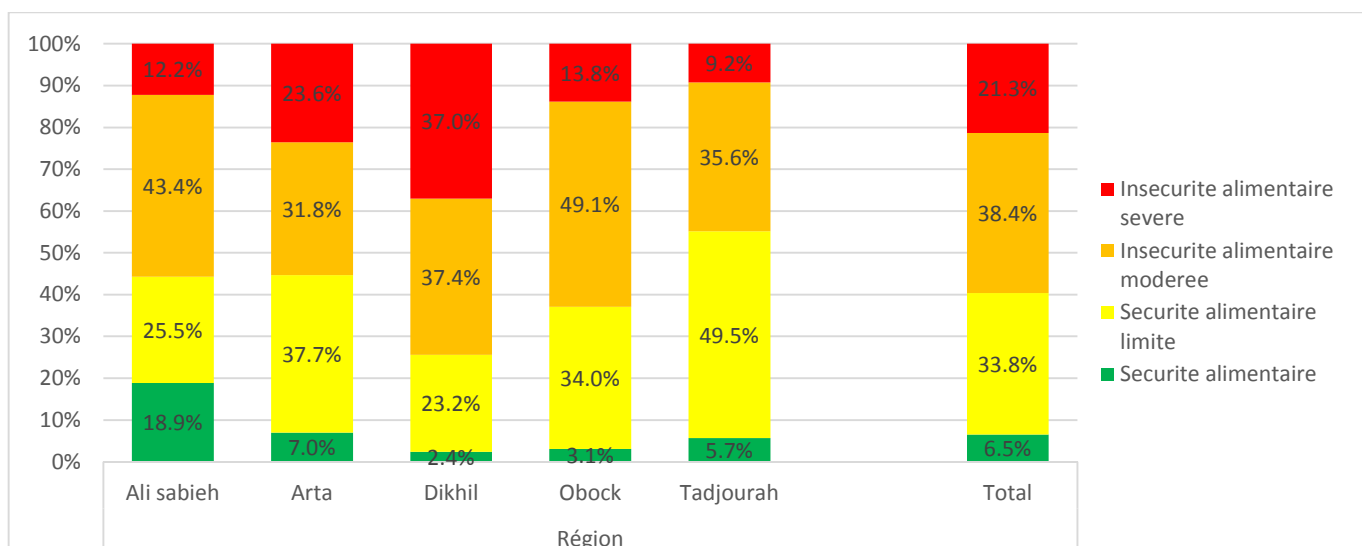
Environ six ménages sur dix en insécurité alimentaire

En Mai 2015, l'insécurité alimentaire en milieu rural, évaluée sur base de trois indicateurs fondamentaux (Proportion des dépenses alimentaires, Consommation alimentaire et Stratégie d'adaptation), affecte 59,7% des ménages ruraux.

L'insécurité alimentaire touche particulièrement les régions de Dikhil avec 74,4% des ménages et Obock avec 62,9% des ménages. Les régions d'Arta et d'Ali Sabieh enregistrent des prévalences relativement plus faibles avec une moyenne de 55,5% des ménages affectés. La région de Tadjourah enregistre la plus faible prévalence avec 'seulement' 45% des ménages.

Ce niveau considérable d'insécurité alimentaire s'explique par le retard des pluies de la saison de Diraa/Sougoum entre Mars et Mai qui contribue entre 25% et 50% des pluies annuelles, particulièrement dans la zone du Sud-Est pastoral frontalier et notamment dans la région rurale d'Obock et de Dikhil où la précédente saison de pluie de Heys/Dadaa (octobre à mars) a été non significative (FEWSNET, Food Security Outlook Update - Avril 2015). Selon les prévisions, les ménages pauvres continueront à être affectés par l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure jusqu'à Octobre, qui s'accompagne d'une réduction ultérieure des moyens d'existence disponibles et de l'accès économique à la nourriture.

Graph 1: Répartition géographique de l'insécurité alimentaire



Les ménages dirigés par des femmes (65%) sont plus affectés que ceux ayant un homme chef de ménage (57%). Ceci reflète que l'absence d'une personne adulte et active au sein du ménage est un facteur défavorable pour leur sécurité alimentaire. De plus, les ménages de grande taille (6 à 7 personnes) et de taille moyenne (3 à 5) ont une plus haute prévalence par rapport à ceux de petite (<3 membres) et très grande taille (>7 membres). Enfin, les ménages qui possèdent du bétail sont légèrement plus exposés à l'insécurité alimentaire (61%) par rapport à ceux qui n'en possèdent pas (52%). Cela pourrait s'expliquer du fait que les pastoraux ne consomment pas une grande partie des produits animaux. De plus, sauf rares exceptions, ces ménages sont autant dépendant que les autres des marchés pour l'approvisionnement des produits alimentaire de base mais ils ont une plus faible proportion de membres salariés ou ayant un revenu stable.

En ligne avec les résultats de l'enquête AGVSAN de 2014, les ménages ayant comme source principale de revenu la vente de charbon et bois de chauffe sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire (21% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 18% de ceux en insécurité alimentaire modérée), suivis par ceux qui dépendent principalement de la vente de bétail (18.5% et 12.3% respectivement). Comme prévu, seulement 1% des ménages ayant un membre actif salarié sont en insécurité alimentaire sévère, et 4% en insécurité alimentaire modérée.

Tendances favorables mais toujours un niveau considérable de l'insécurité alimentaire sévère

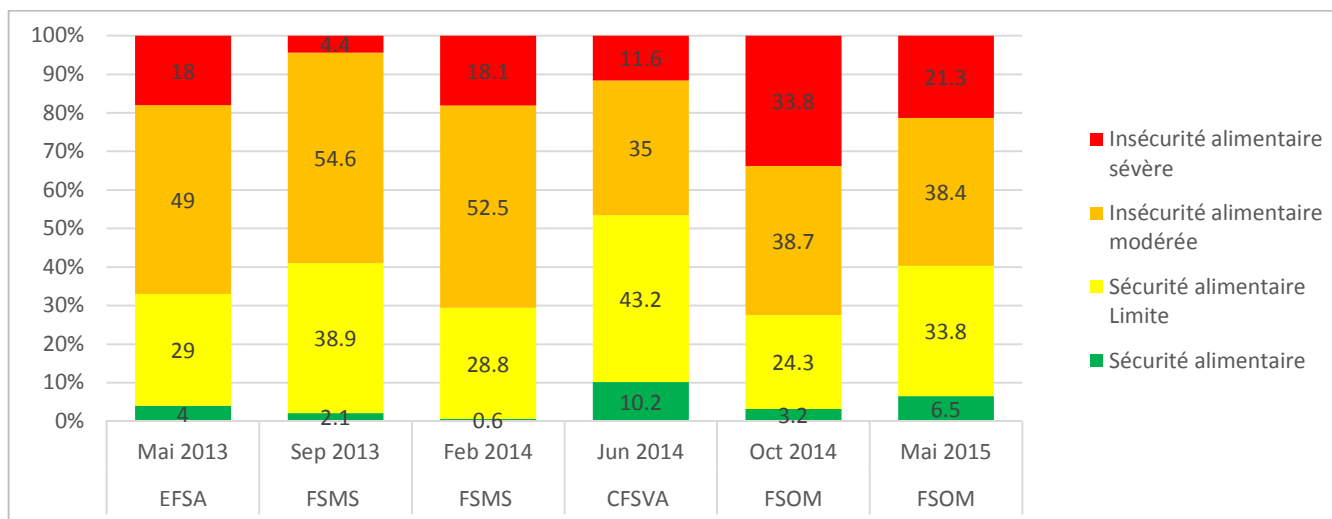
L'insécurité alimentaire a baissé d'un cinquième par rapport à octobre 2014 en passant de 72,7% à 59,7% en gardant un niveau élevé par rapport à Juin 2014 (46,6%). L'insécurité alimentaire sévère a baissé d'un tiers depuis octobre 2014, mais reste très élevé par rapport aux précédentes années (Mai 2013 en Juin 2014).

Au niveau des régions, à Arta on observe une augmentation de 4% d'insécurité alimentaire en milieu rural depuis octobre 2014 avec 2% des ménages ayant basculé vers un degré sévère de la sécurité alimentaire. Dans les autres régions on observe une amélioration substantielle dans la même période, avec des pics favorables à Obock (-35% de ménages en insécurité alimentaire) et Tadjourah (-24%).

En particulier, il est à signaler une diminution considérable de la prévalence de ménages en insécurité alimentaire sévère dans ces deux régions, combinée à une augmentation de ceux en insécurité alimentaire modérée. La raison principale de ce basculement est attribuable à la saison de pluie Heys/Dada favorable pour la zone côtière d'Obock et à la période des enquêtes et : le FSMS d'octobre coïncidant avec la fin d'une saison de soudure prolongée, l'enquête actuelle avec le début de la saison de soudure 2015 dans la plupart des zones rurales.

Il est enfin à signaler que l'accessibilité limitée dans certaines zones reculées de ces deux régions pourrait sous-estimer la réelle sévérité de la situation.

Graph 2: Evolution du taux de l'insécurité alimentaire en milieu rural



Consommation alimentaire des ménages

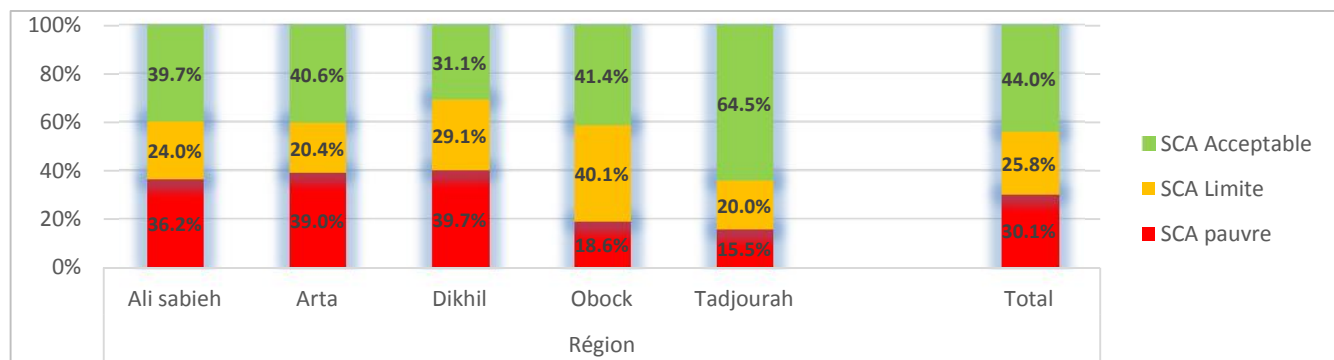
La consommation alimentaire inadéquate est l'un des principaux facteurs causaux de l'insécurité alimentaire en milieu rural à Djibouti. Globalement, les résultats de l'enquête montrent que plus de la moitié des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate¹, dont plus de 30% avec une consommation pauvre.

La situation est particulièrement préoccupante à Dikhil, qui enregistre un score de consommation alimentaire inadéquat pour presque 7 ménages sur 10. Sauf Tadjourah, où deux tiers des ménages ont un score de

¹ Le Score de Consommation Alimentaire (FCS/SCA) est un indicateur qui se base sur la fréquence, la diversité et le pouvoir nutritionnel des aliments consommés dans un ménage au cours des 7 jours précédant l'enquête.

consommation alimentaire acceptable, les autres régions enregistrent une prévalence de ménages avec consommation alimentaire inadéquate dépassant le 50%.

Graphe 3: Groupe de consommation alimentaire par régions

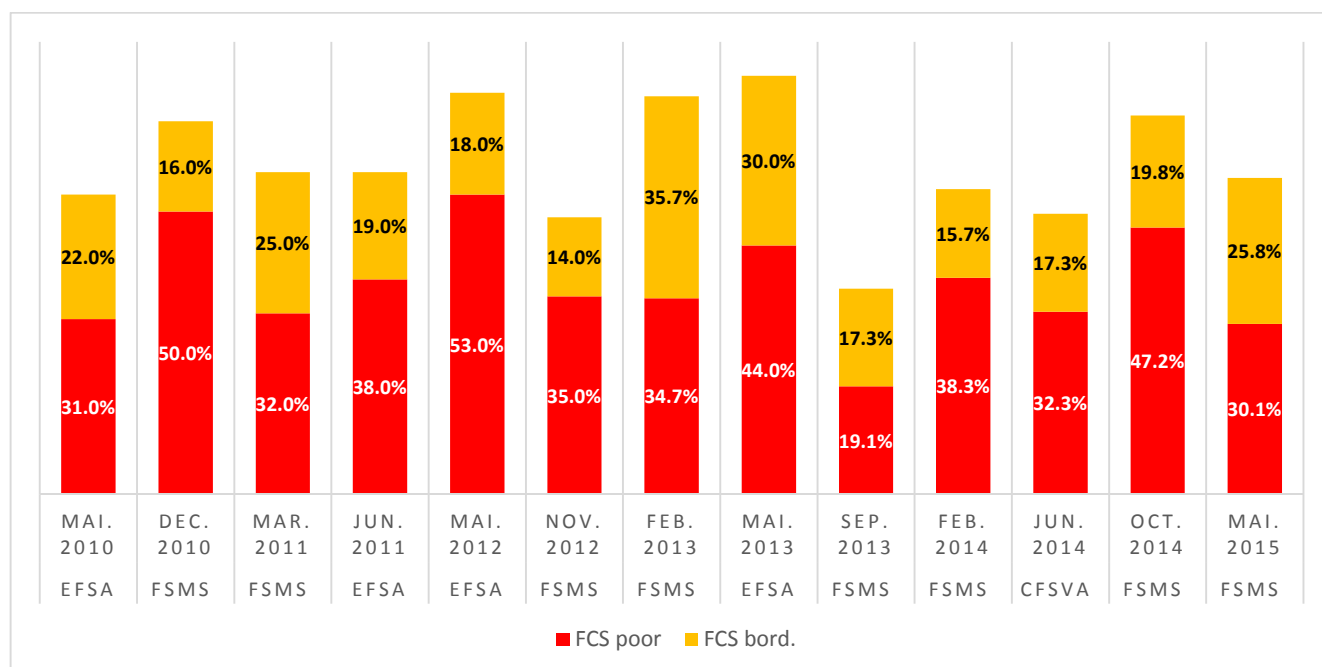


Un niveau considérable de la consommation pauvre

L'étude actuelle montre qu'il y a eu une amélioration depuis octobre 2014 des scores de consommation alimentaire (SCA/FCS) des ménages ruraux. Toutefois, la consommation pauvre continue à affecter systématiquement plus de 30% des ménages depuis mai 2010, avec la seule exception de septembre 2013 (19%). Les valeurs de mai 2015 sont en ligne avec ceux de l'AGVSAN de juin 2014 (32%) dont la collecte des données a été organisée pendant la période de soudure.

La saison des pluies de Heys/Dadaa, insatisfaisante dans certaines zones, a pourtant permis pour un nombre limité des ménages ruraux de pouvoir diversifier leurs consommations alimentaires en passant de pauvre vers ceux ayant une consommation alimentaire limite. En particulier, la région d'Obock a tiré bénéfice des pluies notamment dans la partie côtière (Nord), tout en soulignant la limite d'inaccessibilité de certaines zones de l'intérieur. La région de Tadjourah en a bénéficié moins mais l'inaccessibilité de certaines zones limite la possibilité d'étendre ce résultat à toute la région. Pour Dikhil, la réduction d'une consommation inadéquate aussi par cette pluie qui a été moins avantageux qu'a Obock mais qui a permis à certains ménages, qui avait une consommation pauvre, de se retrouver avec consommation limite et acceptable.

Graphe 4: Tendances du Score de Consommation Alimentaire dans la période 2010-2015



Un régime alimentaire moins diversifié depuis septembre 2013

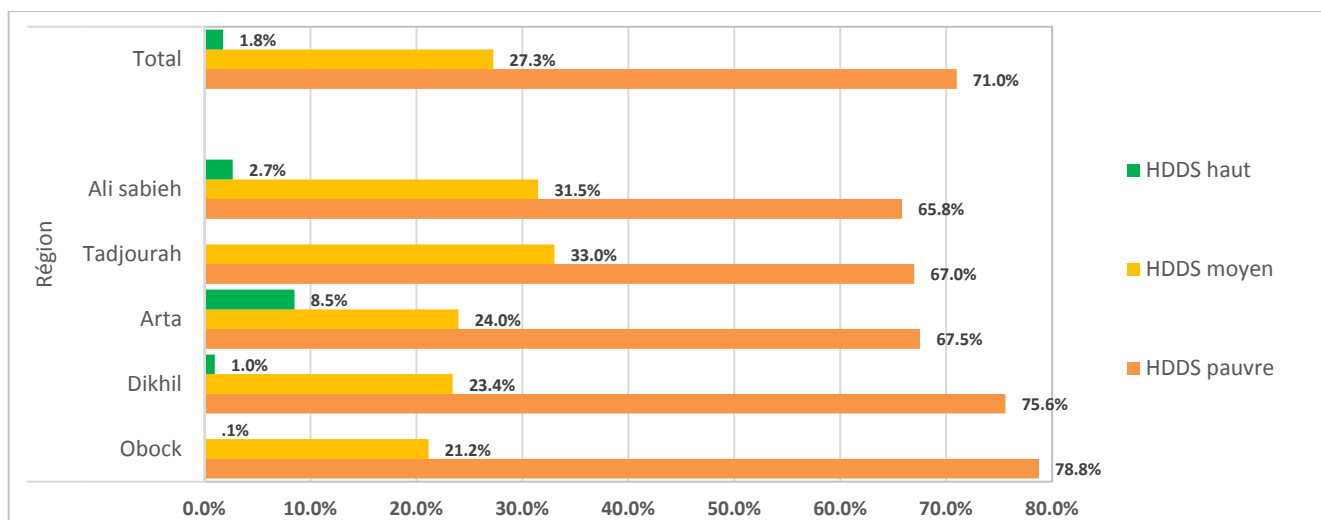
La diversité alimentaire des ménages ruraux à Djibouti est très limitée. Plus de 70% d'eux ont consommé seulement 4 ou moins de 4 groupes d'aliments² dans la semaine précédant l'enquête. Seulement 2% des ménages ont un score de diversité élevé avec un accès à 6 groupes ou plus. Ce dernier enregistre une baisse

² Principalement céréales, légumes, huile, sucre.

de 1/3 par rapport à Octobre 2014 à cause de la saisonnalité et la période de l'enquête actuelle conduite avant la période de soudure, lors que la précédente avait été conduite en octobre 2014 vers sa fin.

Par rapport à octobre 2014, le régime alimentaire des ménages ruraux semble rester le même avec en moyenne une consommation de 3.3 groupes d'aliments par semaine, incluant principalement des céréales/tubercules, l'huile et le sucre. La limitation d'accès aux autres groupes d'aliments riches en protéines et micronutriments tels que les viandes, les fruits et les légumes, qui ont baissé considérablement depuis septembre 2013, est un facteur de préoccupation notamment pour les groupes vulnérables tels que les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Comme indiqué dans l'AGVSAN 2014, la forte dépendance des marchés pour l'approvisionnement des aliments combiné à un faible pouvoir d'achat sont à la base de l'accès limité à ces groupes des aliments qui ont des prix non abordables. Cela, en plus de l'accès physique aux marchés qui reste très difficile dans certaines zones rurales.

Graphe 5: Diversité alimentaire des ménages par région

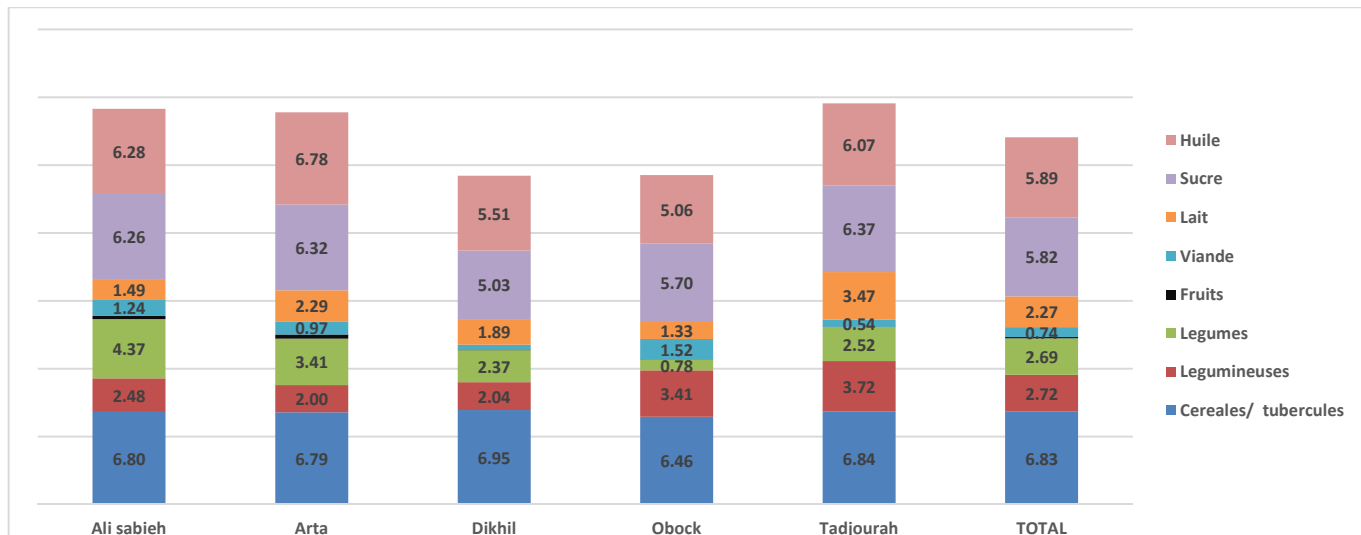


La diversité alimentaire est très problématique surtout à Obock et Dikhil. Ici, chaque ménage consomme moyennement 3,03 groupes d'aliments par semaine (Céréales, Sucre, Huile, et en mesure inférieure Légumineuses), contre 3,61 à Arta, 3,64 à Ali Sabieh et 3,69 à Tadjourah.

Par rapport à octobre 2014, à Obock on observe une légère augmentation de la consommation de lait et viandes. La saison de pluie côtière, bien que pauvre, semblerait avoir renforcé les capacités des ménages à diversifier leur alimentation en consommant des aliments riches en vitamines et en protéines. Ceci est également confirmé par l'augmentation de la consommation d'aliments (lait, œufs, viande et abats) de production propre, comme montré dans le graphe 7, page 7 de ce rapport) par rapport à Octobre 2014. Depuis Octobre 2014, la consommation alimentaire moyenne par semaine a baissé dans les trois régions d'Arta, Ali Sabieh et Dikhil.

Avec une saison pauvre de Heys/D'adac et le retard de Diraac/Sougoum en milieu rural de Djibouti, la situation va probablement se détériorer en cette période de soudure de Mai et Septembre 2015.

Graphe 6: Consommation alimentaire hebdomadaire / régions (en moyenne de jours/semaine)



Selon le calendrier saisonnier typique d'une année en milieu rural (FEWSNET, Djibouti Food Security Outlook Avril au Septembre 2015), cette période de l'année correspond à la période de récolte et de vente des légumes, et précède la mise bas des bétails. Contrairement à l'étude du mois d'octobre 2014, on observe une amélioration des jours de consommation moyenne des légumes, de la viande et de lait au sein des ménages ruraux, à exception des régions d'Ali Sabieh et Arta qui affichent une baisse non considérable.

Le tableau 2, ici-bas, montre que les ménages en sécurité alimentaire ont une consommation hebdomadaire plus fréquente et régulière de chaque groupe de produits alimentaires par rapport aux autres catégories de sécurité et d'insécurité alimentaire. Les précédentes enquêtes AGVSAN (juin 2014) et FSMS (octobre 2014) ont montré le lien fort entre le niveau de pauvreté d'un ménage, l'insécurité alimentaire et la diversité alimentaire. Le résultat actuel pourrait être dû aux difficultés d'accès à cause de revenu limite pour les ménages en insécurité alimentaire mais aussi d'un mode de vie fragile à cause des sècheresses récurrentes. Une analyse plus approfondie est présentée dans la section des dépenses alimentaires qui suit dans ce rapport.

Tableau 2 : Consommation alimentaire moyenne (jours/semaine) et niveau de sécurité alimentaire

| | Céréales | Légumineuses | Légumes | Fruits | Viande | Lait | Sucre | Huile |
|--------------------------------|----------|--------------|---------|--------|--------|------|-------|-------|
| Sécurité alimentaire | 6.93 | 4.81 | 5.44 | 0.45 | 2.44 | 4.55 | 6.77 | 6.69 |
| Sécurité alimentaire limite | 6.95 | 4.02 | 3.59 | 0.14 | 1.21 | 4.39 | 6.60 | 6.47 |
| Insécurité alimentaire modérée | 6.77 | 2.33 | 2.12 | 0.04 | 0.37 | 1.13 | 5.59 | 5.80 |
| Insécurité alimentaire sévère | 6.69 | 0.70 | 1.42 | 0.00 | 0.11 | 0.21 | 4.71 | 4.89 |

Sources des aliments consommés

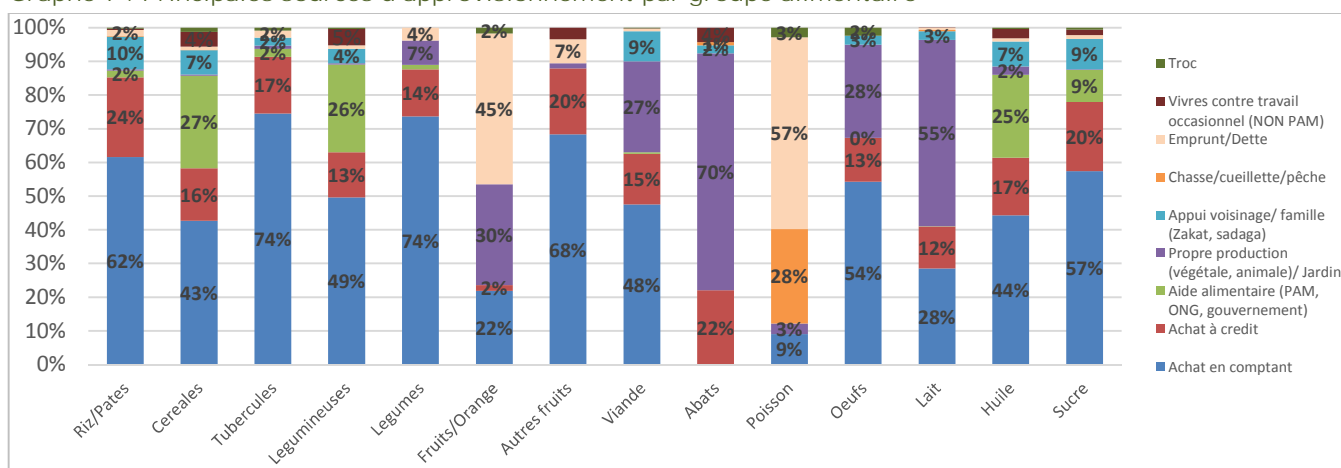
En milieu rural, les aliments consommés par les ménages proviennent principalement de l'achat auprès des marchés locaux. En particulier, environs 75% des aliments de base (riz, pâtes, céréales, tubercules, sucre) sont achetés en espèces ou à crédit contre 62% des légumineuses.

De plus, environ 20% des aliments de base proviennent de l'assistance du PAM. La production propre des ménages affiche une proportion considérable et plus élevée qu'en octobre 2014, et notamment pour l'approvisionnement des abats (+62% par rapport à octobre 2014), du lait (+18%), des fruits à chair orange (+17%), des œufs (+15%), de viande (+16%). La régénération des pâturages dans les zones pastorales suivant les pluies Heys/Dada a permis l'amélioration des conditions du bétail et la mise bas, l'augmentation de la consommation de produits animaux et, par conséquent, l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire notamment à Obock et Tadjourah.

Pour les ménages à Obock, les légumineuses, l'huile, le sucre et les céréales proviennent en grande partie de l'assistance du PAM. Sauf pour les céréales, qui sont fournis en partie à travers l'assistance alimentaire, à Ali Sabieh tous les autres groupes d'aliments sont obtenus à travers du cash ou à crédit.

En général, les ménages ruraux restent fortement exposés à la volatilité des prix des denrées des bases très élevés à Djibouti ville et dans les chefs-lieux de région où se trouvent les marchés de référence. Cela a un impact ultérieur sur le déjà faible pouvoir d'achat des ménages vulnérables. Cette tendance est en ligne avec les résultats de l'AGSVAN en juin 2014 et avec le FSMS d'octobre 2014.

Graph 7 : Principales sources d'approvisionnement par groupe alimentaire



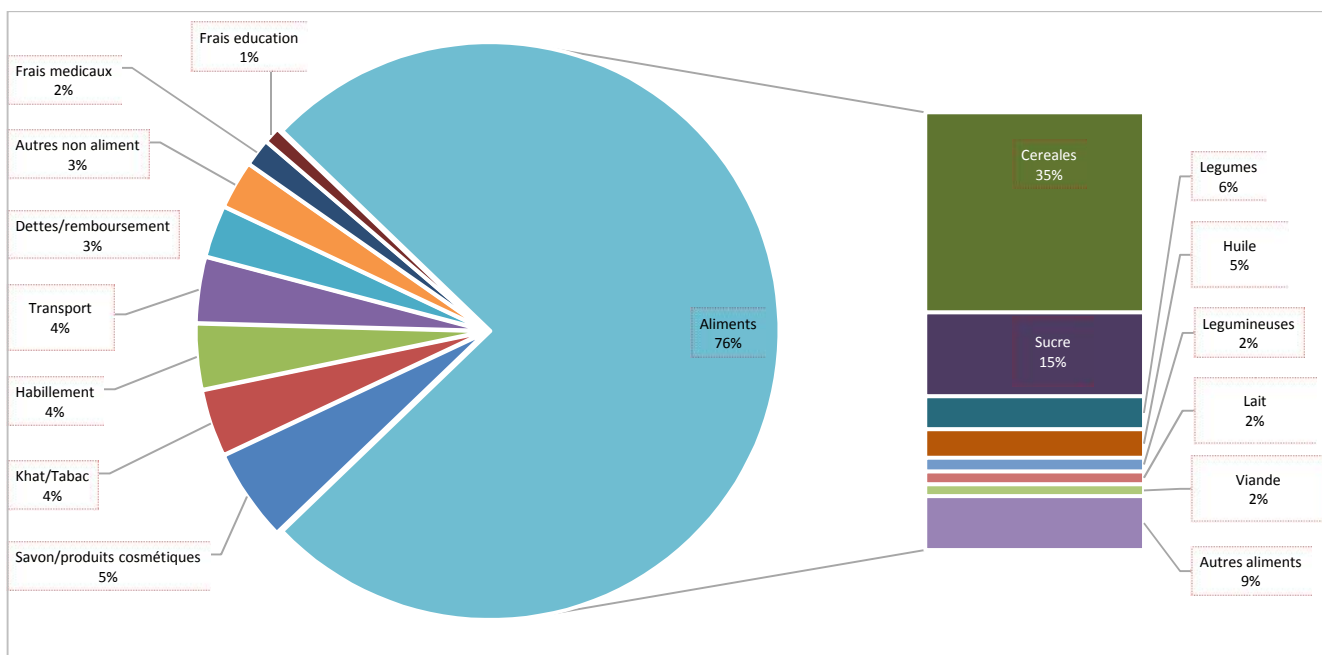
Dépenses alimentaires des ménages

En moyenne, les ménages dépensent 76% de leur budget mensuel pour l'achat des produits alimentaires. Ceci est un indice clair de la vulnérabilité économique des ménages ruraux à Djibouti vu que cette catégorie de dépenses est un indicateur indirect de la pauvreté du ménage.

La proportion de dépenses alimentaires a légèrement augmenté par rapport à Octobre 2014 (FSMS), mais reste inférieure à juin 2014 (AGVSAN) lorsqu'elle était de 82% et à septembre 2013 (81%, FSMS). Cette tendance chronique de dépenses alimentaires est fortement indicatrice du lien entre pauvreté et insécurité alimentaire, vu qu'elle préjuge l'accès économique des ménages à la nourriture dans un régime de forte dépendance des marchés pour l'approvisionnement alimentaire.

La dépense moyenne journalière totale par ménage s'élève à 366 DJF (2,06\$) et c'est l'équivalent d'une dépense par habitant de 62,35 DJF (0,35\$). Cette tendance est en baisse par rapport au FSMS Octobre 2014 (0,77\$) et à l'AGVSAN Juin 2014 (1,01\$), et est considérablement inférieure au seuil de pauvreté extrême de 1,25\$ journalières par personne.

Graphe 8 : Dépenses moyennes (en pourcentage)



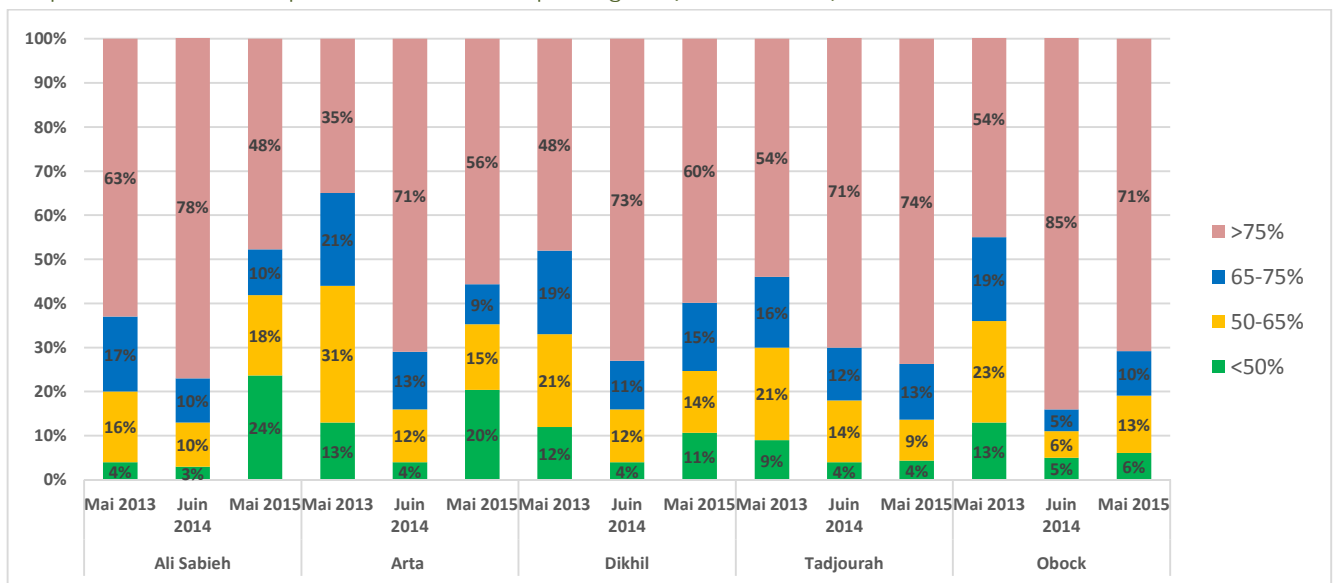
Comme prévu, les ménages en insécurité alimentaire sévère consacrent une plus haute proportion de leur budget (89%) par rapport aux ménages en sécurité alimentaire (46%). Cette tendance est moins évidente parmi les ménages en insécurité alimentaire modérée (74%) et ceux en sécurité alimentaire limite (78%). Ces valeurs pourraient se justifier à travers l'aide alimentaire distribué aux ménages en insécurité alimentaire par les agences humanitaires qui en limite la dépense alimentaire.

Les ménages qui dépendent des sources de revenu moins lucratives et stables ont une plus haute proportion moyenne de dépenses alimentaires (vente de charbon 83.2%, vente produits animaux 84%, vente de bétail 76%) contre 'seulement' 68% en moyenne des ménages ayant au moins un membre salarié.

Au niveau des régions, les pourcentages les plus élevées ont été signalée à Tadjourah (83%), Obock (82%) et Dikhil (76%). La proportion est en légère augmentation pour les ménages à Tadjourah par rapport en juin 2014 et mai 2013, mais a baissé dans les autres régions, probablement suite à un ciblage plus efficace des ménages en insécurité alimentaire de la part des agences humanitaires.

A Tadjourah, les ménages consacrent davantage de proportion de leurs dépenses à l'alimentation à cause d'une propre production limitée (voir graphique 7, source des aliments). De plus, les principales source de revenu (travail journalier et travail salarié), ont baissé dans la région par rapport à octobre 2014 ; la réduction du revenu serait à la base de l'augmentation de la proportion des dépenses consacrées à l'alimentation qui normalement s'accompagne à une baisse de revenu au sein du ménage.

Graphe 9 : Evolution dépenses alimentaires par région (2013 – 2015)



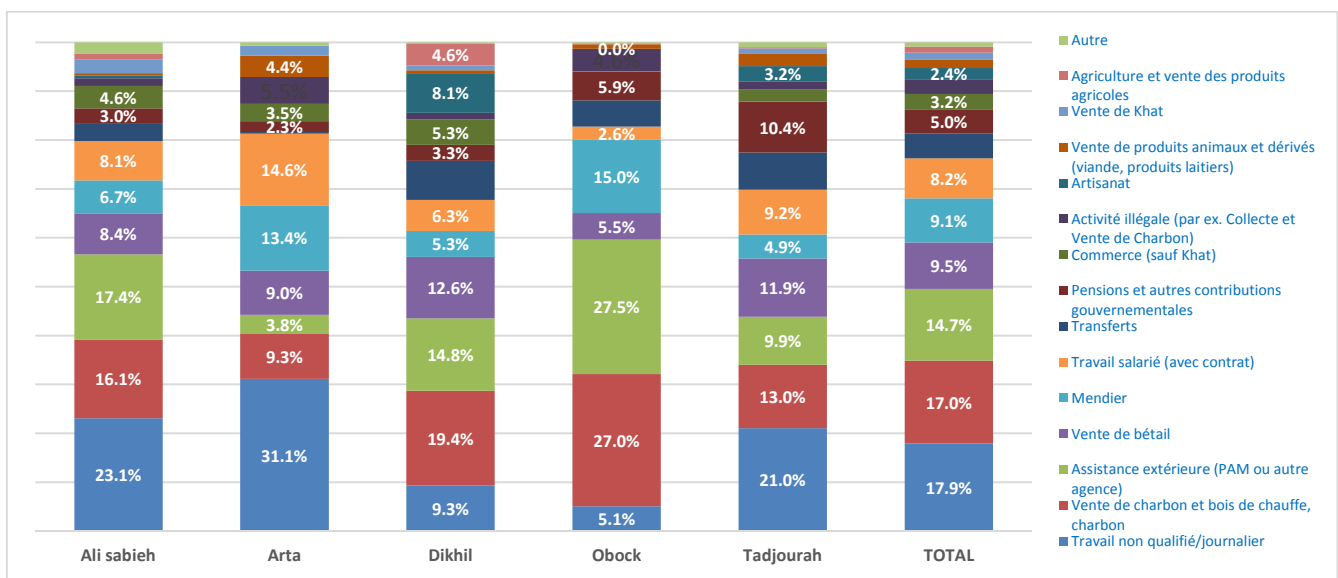
Enfin, un ménage consacre moyennement 35% de son budget annuel aux dépenses alimentaires de base (céréales et tubercules), ce qui est au même niveau qu'en mois de Juin 2014 avec l'AGVSAN. Cette valeur confirme le faible pouvoir d'achat des ménages à la base de leur incapacité d'accéder régulièrement aux aliments à plus haut valeur nutritionnel.

Moyens d'existence

L'étude actuelle confirme les résultats des précédentes enquêtes en affichant que la principale source de revenu pour les ménages ruraux sont le travail non qualifié (incluant le travail journalier), la vente de charbon et bois de chauffe, l'assistance extérieure, la mendicité et la vente de bétail, représentant les principales sources de revenu pour presque 70% des ménages en milieu rural. La majorité des ménages ruraux à Djibouti dépend donc principalement de sources de revenu précaires à faible revenu.

En particulier, ces revenus constituent la source principale pour 61.5% des ménages de Dikhil et pour 80.1% des ménages d'Obock, ou la mendicité à un pic de 15% décrivant la gravité des conditions de vie moyennes. En fait, comme mentionné dans la section de sécurité alimentaire, les ménages qui dépendent le plus de la vente de charbon et de la vente de produits animaux sont plus exposés à l'insécurité alimentaire.

Graphe 10 : Principales sources de revenu des ménages ruraux



La principale source de revenu des ménages ruraux est toujours le travail non qualifié ou journalier, notamment dans les régions d'Arta, Ali Sabieh et Tadjourah qui bénéficient des grands chantiers des infrastructures (port de Tadjourah, route Tadjourah-Ethiopie, nouveau chemin de fer Djibouti-Addis Ababa).

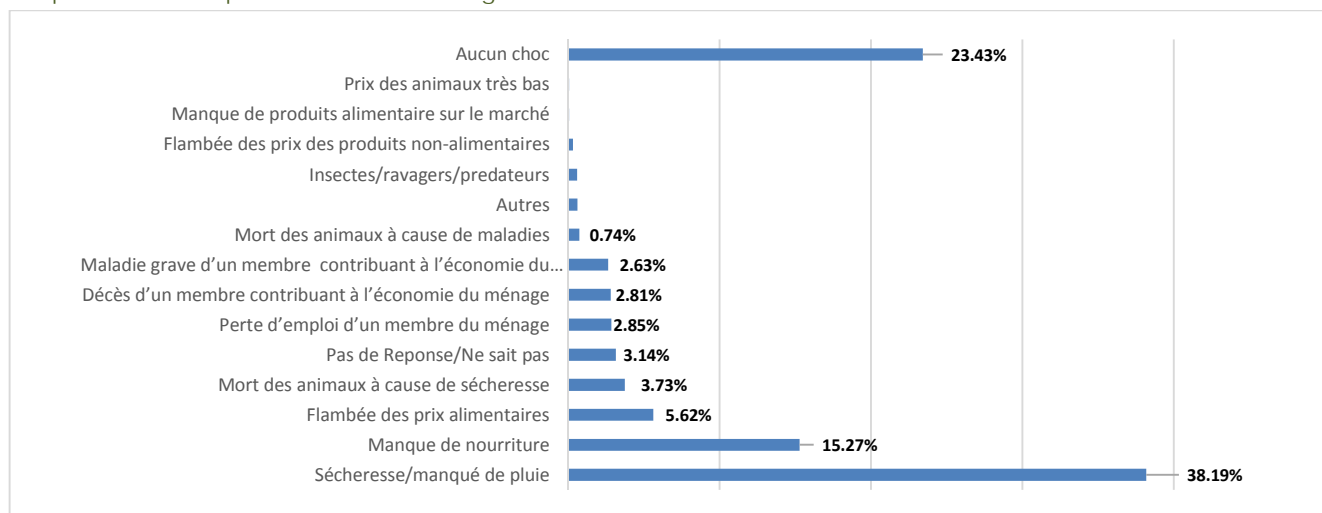
Il est pourtant à signaler que l'offre d'emploi journalier a baissé de 4 points depuis octobre 2014 au niveau national et de 2% depuis juin 2014. Les ménages dans ces régions bénéficieraient moins qu'en 2014 des offres

d'emploi direct et indirect des chantiers, ce qui justifierait en partie la détérioration des conditions de sécurité alimentaire dans ces zones. Il sera donc important de monitorer attentivement l'évolution des sources de revenus principales dans les prochains mois et de vérifier leur impact sur les conditions de sécurité alimentaire des ménages ruraux.

Les Chocs

Plus de trois quarts des ménages ruraux ont affirmé avoir subi au moins un choc au cours des trente jours précédant l'enquête. La sécheresse reste le choc le plus fréquent en milieu rural, en ligne avec les résultats de l'AGVSAN de Juin 2014. Le manque de nourriture et la flambée des prix alimentaires sont les autres principaux chocs subis. La saison de soudure en cours pourrait augmenter ultérieurement l'exposition aux chocs avec une détérioration potentielle de l'accès économique et physique des ménages à la nourriture jusqu'à octobre 2015.

Graph 11 : Principaux chocs des ménages



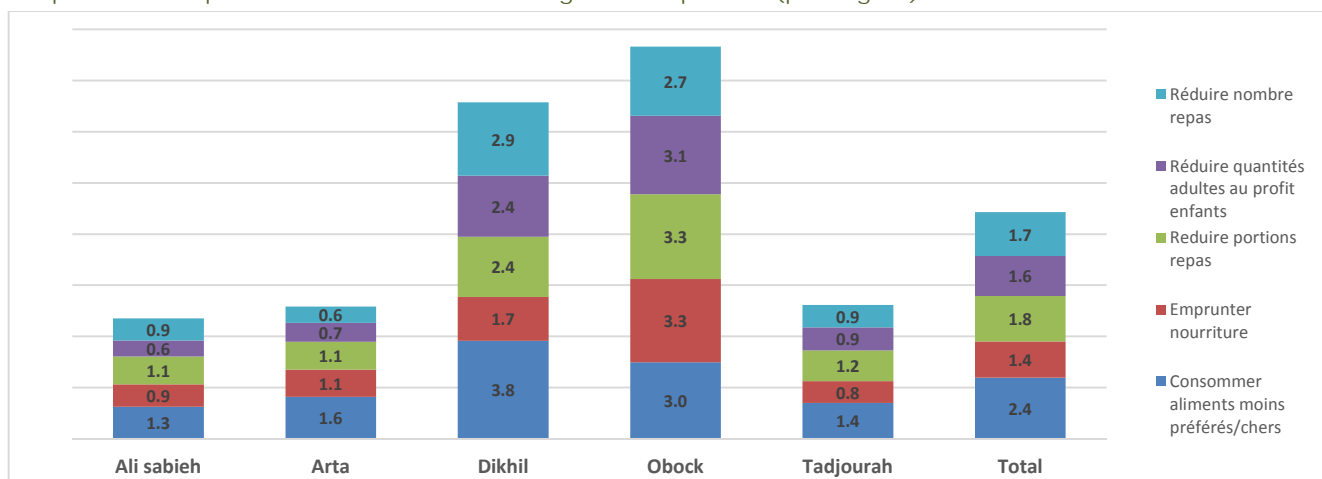
Très peu des ménages ont déclarés ne pas avoir eu des chocs dans la région de Dikhil (1.7% seulement) et d'Obock (4%). Dans ces régions, les chocs principaux ont été la sécheresse et le manque de nourriture ; 75% des ménages de Dikhil et 70% de ceux d'Obock en ont été affectés.

Stratégies d'adaptation alimentaires

L'indice de Stratégie de Survie (ISS ou CSI-Coping Strategy Index) permet d'apprécier la fréquence et la gravité des mesures adoptées par les ménages en situation de pénurie alimentaire. L'indice réduit ou simplifié des stratégies de survie est composé de cinq stratégies alimentaires standards.

En moyenne, 43% des ménages déclarent avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation alimentaire dans la semaine précédente l'enquête. Selon le graphique 10 ici-bas, la fréquence d'utilisation hebdomadaire des stratégies d'adaptations est plus fréquente dans les régions d'Obock suivi par Dikhil. En moyenne, les ménages à Obock adoptent chacune des stratégies alimentaires pour au moins 2.7 jours par semaine, contre 4.5 enregistré en octobre 2014. A Dikhil, pourtant cette valeur a augmenté de 1.6 à 2.9 dans la même période.

Graph 12 : Fréquence d'utilisation des stratégies d'adaptation (par région)



Au niveau national, l'ISS est passé de 19,6 en mai 2013, à 14,7 en juin 2014, à 13,4 en Mai 2015. Cette diminution de 1,3 point dans les 8 derniers mois reflète une par rapport aux années précédentes à la même période mais la détérioration de l'accès à la nourriture est surprenante avec 11 point de plus que la moyenne en milieu rural pour la région d'Obock et de Dikhil.

Stratégies d'adaptation non-alimentaires

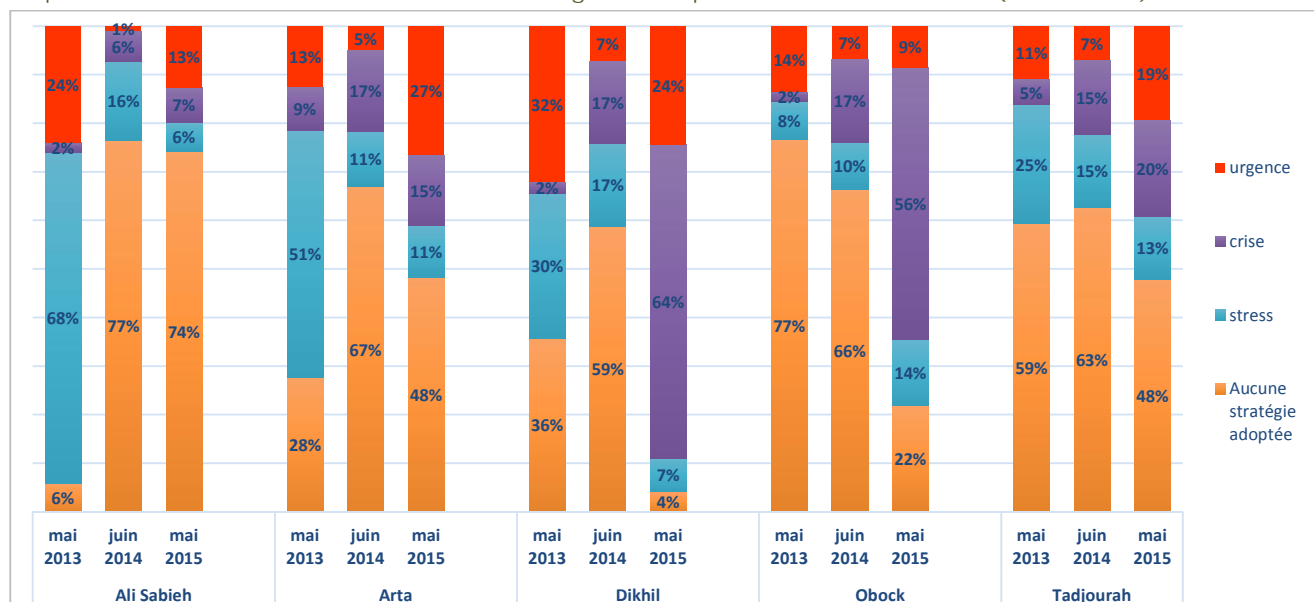
Les stratégies d'adaptation non alimentaires concernent le comportement de ménages vis-à-vis l'utilisation des capitaux humains et financiers disponibles et risquent donc d'avoir un impact sur la durabilité des moyens d'existence du ménage dans le moyen à long terme.

Aux fins de l'analyse de la sévérité des stratégies adoptées, chaque ménage est identifié avec la classe de sévérité la plus élevée parmi celles des stratégies qu'il a adopté au cours des 30 derniers jours. Globalement, 65,5% des ménages ont déclaré avoir adopté au moins une stratégie d'adaptation. En particulier :

- 19.8% des ménages ont adopté des stratégies d'urgence, telles que vendre la maison, pratiquer des activités illégales, aller mendier.
- 36% ont adopté des stratégies de crise, telles que réduire les dépenses non alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école ou vendre des biens productifs.
- 9,6% ont adopté des stratégies de stress, telles que emprunter de l'argent, vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, envoyer des membres du ménages manger ailleurs.

Par rapport à juin 2014 et en mai 2013, le niveau global d'adoption des stratégies non alimentaires a augmenté considérablement en milieu rural. En particulier, Dikhil et Obock affichent un taux de stratégies d'urgence et de crise combinées de respectivement 65% et 88%. Dans ces régions il est donc encore plus haut le risque de détérioration ultérieure de la sécurité alimentaire déjà très fragile pendant la saison de soudure, notamment en considération de la diminution de l'offre saisonnière de travail occasionnel et de la disponibilité de pâturage pour les bétails pendant la saison chaude.

Graph 13 : Tendence de l'utilisation des stratégies d'adaptation non alimentaires (2013-2015)



A Dikhil, 64% des ménages ont adopté au moins une stratégie de crise. Cette valeur marque une augmentation considérable par rapport à 2014 et est principalement due la réduction de dépenses non-alimentaires essentielles (70%) et à la vente de biens productifs (65.5%). A Obock, la-même vente de biens productifs par plus de 51% des ménages est à la base de la hausse par rapport à la saison de soudure 2014. La vente de biens productifs à Obock pourrait justifier l'amélioration temporaire de la consommation alimentaire dans la région. A Dikhil, malheureusement l'adoption de stratégies de crise ne s'est pas traduite dans une tendance favorable des indicateurs de sécurité alimentaire et est donc un symptôme grave des problèmes des ménages à court et moyen terme.

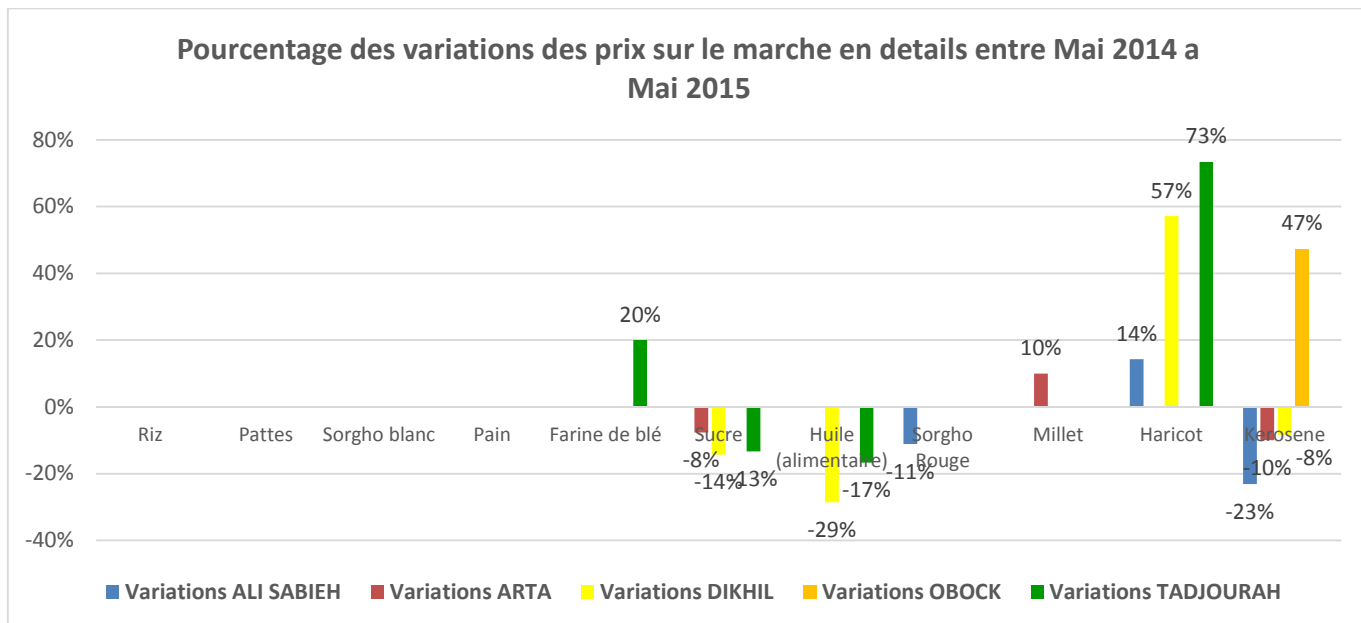
Globalement, l'adoption de stratégies non alimentaires semblerait se justifier de la saison pauvre des pluies de Heys/Dadaa et du retard de la saison de pluie actuelle (Diraac/Sougoum) qui risque d'avoir un impact additionnel sur les ménages en compromettant de façon encore plus sévère que d'habitude leur stabilité économique et sécurité alimentaire dans les prochaines mois.

Prix et marché

En milieu rural, Les prix des principaux aliments de base restent stables sauf pour la farine et le haricot en comparaison du mois de mai 2014 et de mai 2015, contre l'huile et le sucre qui a baissé dans trois régions de l'intérieur. Cette année, l'analyse coïncide avec la période de Ramadan qui est une saison pendant laquelle les prix des produits de base restent très élevés. Cette situation est encore plus évidente à Tadjourah où l'on enregistre une augmentation du prix de la farine de blé de 20% par rapport au prix de mai 2014 .

Par contre, l'augmentation substantielle des prix du haricot suit la fermeture de la frontière au commerce et à l'échange avec le gouvernement Ethiopien, et notamment avec les commerçants des régions de l'intérieur. L'indisponibilité d'haricots en quantité suffisante sur ces marchés serait à la base de la variation entre 14% (Ali Sabieh) à 73% (Tadjourah) du prix pendant la même période. Cette situation démontré le degré d'impact sur Djibouti des mesures adoptées par le gouvernement Ethiopien en matières d'exportation. Depuis octobre 2014, ces mesures affectent également les prix de marche dans les régions frontalières pour d'autres produits tels que lentilles, sorgho, millet.

Graphe 14: Evolution des prix des principaux produits alimentaires en milieu rural à Djibouti



A Dikhil et Obock où l'on enregistre les plus hauts taux d'insécurité alimentaire, les prix des produits de base sont restés généralement stables depuis mai 2014. En ligne avec AGVSAN (Juin 2014) et le FSMS (Octobre 2014), ils demeurent encore à des niveaux très élevés qui minent le pouvoir d'achat déjà très limité des ménages ruraux, dans un contexte de hauts taux de pauvreté extrême et relative qui ont été bien mis en évidence par les enquêtes précédentes nationales comme l'EDAM3.

Avec un budget assez conséquent consacré à l'alimentation (au-delà de 80% pour Obock et Dikhil) dont la source principale est le marché, il est évident que le niveau très élevé des prix des denrées de base est à l'origine de l'adoption des stratégies de survie alimentaire (43.3%) et non alimentaire (65.5% avec 19.8% des stratégies d'urgence).

Considérant que le kérosène est le combustible le plus utilisé dans les foyers des ménages ruraux et à Djibouti, il est intéressant d'en analyser la variation des prix depuis mai 2014 et le degré d'impact sur le revenu et le pouvoir d'achat. L'analyse a permis d'observer une augmentation du prix de 50% entre mai 2014 et mai 2015, et notamment à Obock. Ceci est principalement dû au conflit au Yémen d'où provenait le kérosène pour la région d'Obock qui enregistrait jusqu'à là un prix abordable. L'instabilité politique du Yémen risque donc d'avoir un impact additionnel sur les conditions déjà précaires de sécurité alimentaire à Obock.

Malnutrition Aiguë Globale

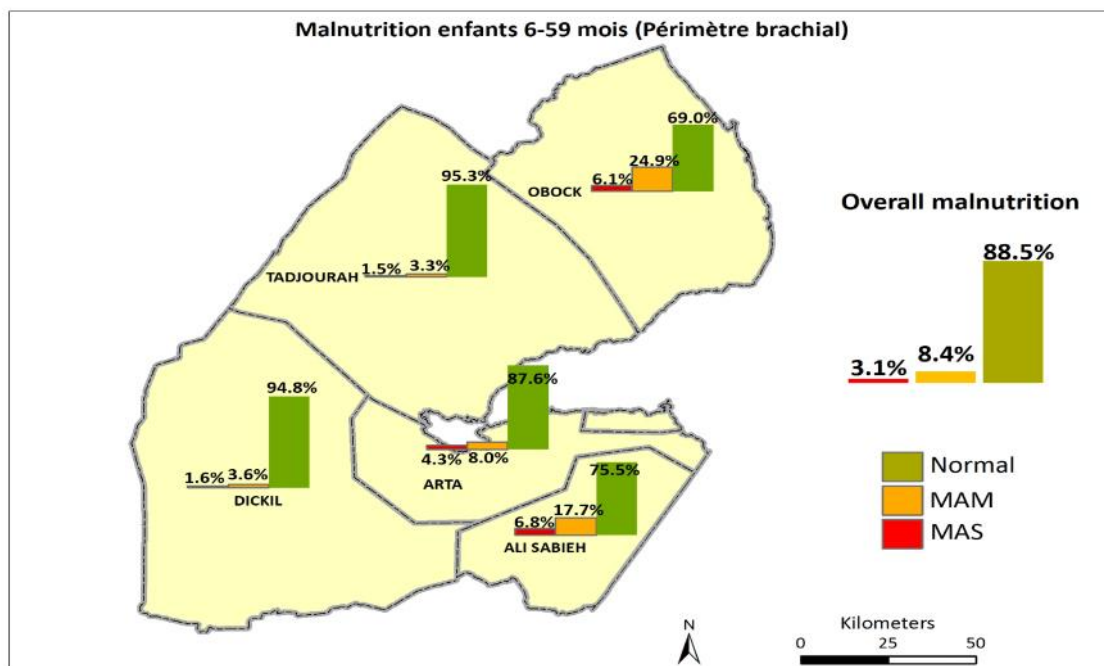
La malnutrition aiguë globale est le résultat des mesures du périmètre brachial (PB) sur un échantillon de 1238 enfants de 6 à 59 mois d'âge au niveau national.

Sur l'ensemble de l'échantillon, 11.5% des enfants souffrent de malnutrition aiguë globale (MAG). Parmi eux, 8.5% souffrent d'une malnutrition aiguë modérée (MAM) et 3.5% d'une malnutrition aiguë sévère (MAS). La prévalence de l'œdème, indiquant une malnutrition sévère avec complications est 1.1%. Ces niveaux sont supérieurs aux seuils d'urgence de 10% de MAG.

Les résultats de l'enquête indiquent une prévalence de la MAG très élevée dans les régions d'Obock (31%) et d'Ali Sabieh (24.5%). Ces régions ont aussi les plus hauts taux de MAS avec respectivement 6.1% et 6.8%. Bien que les mesures anthropométriques effectuées par le biais du périmètre brachial ne soient pas comparables avec

celles de poids sur taille, ces résultats sont cohérents avec l'analyse AGVSAN de juin 2014 qui montre une prévalence de malnutrition aigüe globale (Z-scores <-2) de 29.9% à Obock.

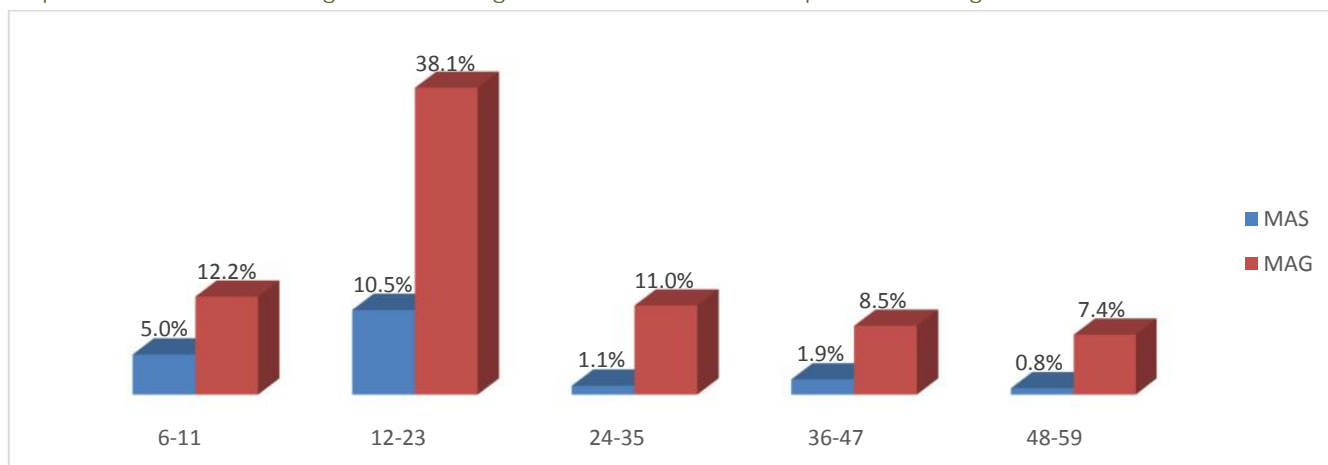
Carte 1 : Malnutrition aigüe enfants 6-59mois (Périmètre Brachial) par région.



L'enquête AGVSAN de juin 2014 avait également établi que dans la région d'Obock il y avait une relation de causalité entre la consommation alimentaire inadéquate (score de consommation alimentaire – SCA) des ménages et la malnutrition aigüe globale des enfants de 6-59 mois d'âge qui en font partie. L'enquête FSMS confirme une relation de causalité statistiquement significative entre la consommation alimentaire inadéquate du ménage et la malnutrition aigüe globale des enfants à l'échelle nationale (p=0.037), et en particulier dans les régions d'Obock (p=0.001) et d'Ali Sabieh (p=0.033).

MAG, MAM et MAS varient considérablement en fonction des tranches d'âge considérées. Des taux de MAG qualifié comme 'critiques'³ (15%) sont enregistrés parmi les enfants de 1 à 2 ans d'âge, tandis que des taux 'sérieux' sont observés dans les classes 6-11 mois et 24-35 mois.

Graphe 16 : Malnutrition aigüe sévère et globale enfants 6-59mois par classe d'âge.



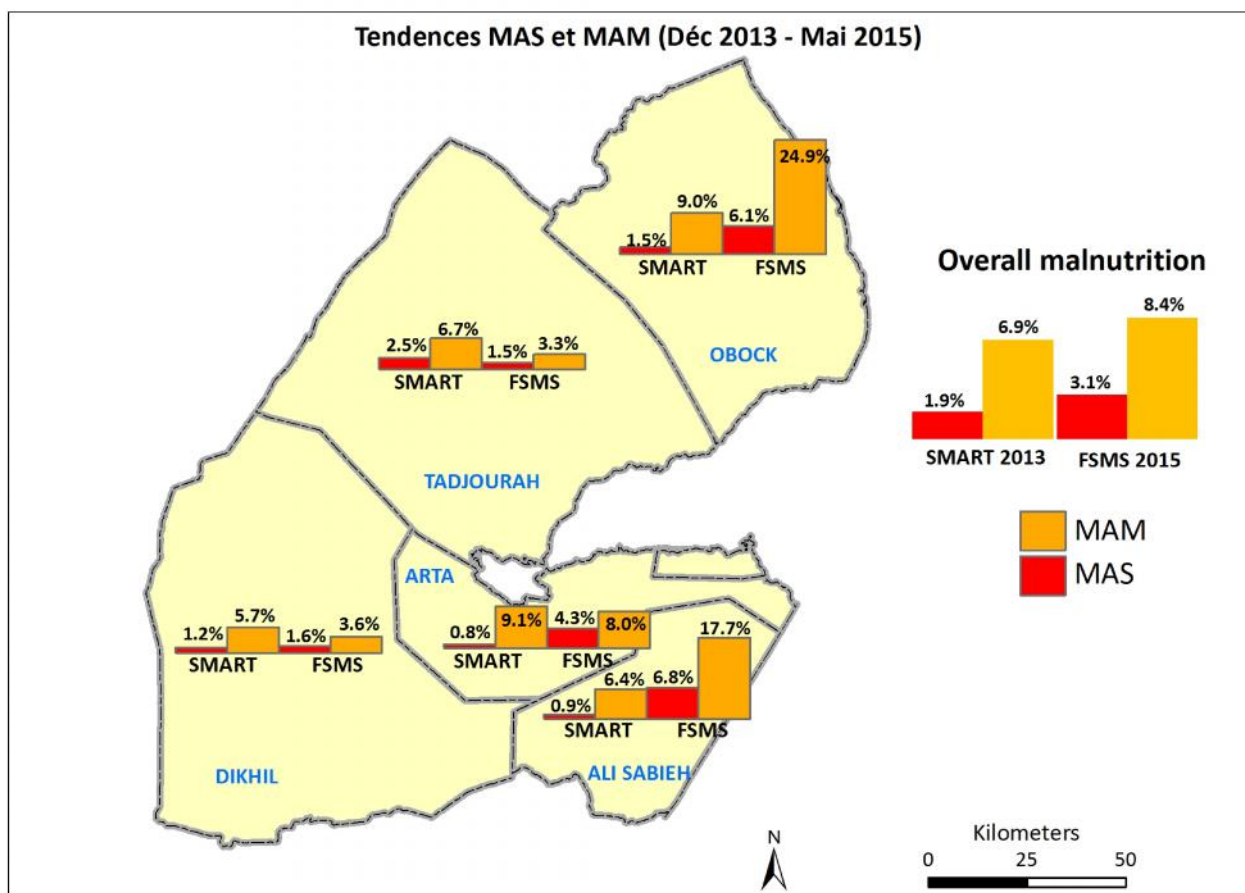
Au niveau national, on enregistre une augmentation de la MAG de 8.8% à 11.5% depuis décembre 2013 (enquête SMART – mesures anthropométriques basées sur le périmètre brachial). En ligne avec l'enquête SMART, Obock enregistre la plus haute prévalence de MAG, mais il est à signaler que cette prévalence a subi une augmentation substantielle (+15.9% de MAM et +4.6% de MAS) depuis décembre 2013. La situation demeure également préoccupante dans la région d'Ali Sabieh où l'on observe une augmentation de MAG de 17.2% dans la même période.

Comme indiqué avant dans cette section, la consommation alimentaire faible est l'un des facteurs causaux de malnutrition et la présente enquête a montré une relation statistiquement significative entre les deux indicateurs

³ WHO, 1995.

(SCA et MAG) à Ali Sabieh. Cependant, la prévalence de ménages ayant consommation alimentaire inadéquate est restée stable dans la région entre mai 2013 (61.4%), juin 2014 (60.1%), octobre 2014 (60.3%) et enfin en avril 2015 (60.2%). Il s'avère donc nécessaire de conduire une analyse causale de malnutrition plus approfondie dans la région d'Ali Sabieh, du modèle de l'enquête conduite à Obock dans le cadre de l'AGVSAN 2014.

Carte 2 : Tendances de la MAS et MAM (PB, enquête SMART décembre 2013 – FSMS mai 2015)



L'enquête AGVSAN de juin 2014 a mis en exergue que les déterminants directs prépondérants de MAG dans les régions rurales sont la malnutrition de la mère et l'interruption précoce de l'allaitement maternel non remplacé par l'introduction d'aliments de complément adéquats, notamment ceux riches en micronutriments (fer et vitamine A). La présente enquête confirme que seulement 1% des enfants de 6 à 23 mois a accès à un régime minime acceptable (Minimum Acceptable Diet – MAD). Malheureusement, la corrélation statistique entre les deux variables n'est pas vérifiable à cause du nombre exigu d'enfants ayant un régime minimal acceptable.

Une association significative avec la malnutrition est observée avec la tranche d'âge. Au niveau des indicateurs de ménage, une corrélation statistiquement significative est observée entre MAG et score de consommation alimentaire du ménage.

Enfin, il est à noter que les ménages qui consacrent une plus haute proportion de leur budget sur les dépenses alimentaires enregistrent une plus faible proportion d'enfants malnutris. Ce résultat, apparemment surprenant, se justifierait avec une plus haute proportion de malnutrition chez les ménages pastoraux qui consomment plus à partir de leur propre production, ainsi qu'à l'assistance alimentaire des ménages vulnérables par le PAM.

Le graphe 17 ci-dessous présente en détail les tendances du MAG et son niveau de corrélation avec les plus importants indicateurs individuels (enfants 6-59 mois) et de ménage.

Tableau 3 : Corrélations de la MAG avec indicateurs individuels (enfants 6-59 mois) et de ménage

| Niveau de l'indicateur | Indicateurs | % Enfant avec MAG | % Enfant non malnutris |
|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------|------------------------|
| Enfant 6-59 mois | Age de L'Enfant* | | |
| | 6-23 mois | 39.90% | 64.70% |
| | 24-59 mois | 60.10% | 35.30% |
| | Fréquence de repas minimale (MMF) | | |
| No | 64.90% | 73.00% | |
| Oui | 35.10% | 27.00% | |
| Diversité alimentaire minimale (MDD) | Acceptable | 97.70% | 99.10% |
| | Non acceptable | 2.30% | 0.90% |
| Ménage | Score de Consommation Alimentaire* | | |
| | SCA non acceptable | 63.1% | 57.3% |
| | SCA acceptable | 36.9% | 42.7% |
| | Score de diversité alimentaire | | |
| HDDS pauvre | 71.6% | 71.4% | |
| HDDS acceptable | 28.4% | 28.6% | |
| Dépenses* | < 50% | 22.8% | 10.9% |
| | >=50, 65% | 16.6% | 16.1% |
| | >=65, 75% | 10.8% | 13.7% |
| | >=75% | 49.8% | 59.3% |
| Sécurité alimentaire | Sécurité alimentaire | 33.1% | 39.8% |
| | Insécurité alimentaire | 66.9% | 60.2% |

*Corrélation statistiquement significative (p < 0.05)

Situation projetée

La saison des pluies Heys/Dadaa a permis la régénération partielle des pâturages et l'amélioration des conditions du bétail dans les zones pastorales et notamment dans la région d'Obock, qui détenait les plus hautes prévalences d'insécurité alimentaire en octobre 2014. Ceci a contribué à la tendance favorable de la sécurité alimentaire dans la région au cours des 8 derniers mois. A Dikhil, sécheresse et faible accès à la nourriture sont à la base de l'augmentation de l'insécurité alimentaire. Une tendance similaire a été observée à Ali Sabieh et Arta.

La sévérité et la portée de la prévalence d'adoption des stratégies d'adaptation alimentaires et non alimentaires, notamment dans les régions d'Obock et Dikhil, suscite des inquiétudes sur la capacité des ménages de sortir du cercle vicieux de l'insécurité alimentaire, qui risque d'augmenter considérablement pendant la période de soudure.

Il est enfin à vérifier si la détérioration de l'offre de travail journalier qualifié suivra les tendances saisonnières ordinaires, ou bien si la fluctuation négative observée entre octobre 2014 et avril 2015 continuera à avoir un impact encore plus grave que d'habitude sur l'accès économique des ménages ruraux, notamment dans les régions de Dikhil, Ali Sabieh et Arta. Cela, dans une période où la flambée saisonnière des prix mine considérablement le pouvoir d'achat des ménages.

Selon les résultats actuels de cette étude, le travail journalier semble toucher de moins en moins des ménages ruraux pour qui ils constituent la principale source de revenu. Ajouter à la saison des pluies non régulières et la sévérité de l'adoption des mécanismes de survie laissent croire que la situation risquerait de s'aggraver pour les ménages ruraux.

Recommandations

- Continuer les distributions générales aux personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sévère et modéré affectées par la sécheresse dans les milieux ruraux à Djibouti, avec une attention particulière aux régions d'Obock et Dikhil.
- Renforcer le ciblage selon les critères géographiques (sous-préfectures) et de caractérisation des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée identifiés dans les recommandations de l'enquête AGVSAN 2014 et en ligne avec les résultats de la présente SSSA et celle d'Octobre 2014.
- Continuer le suivi de la situation de sécurité alimentaire, et conduire des enquêtes de suivi de la malnutrition pour les groupes vulnérables, afin de vérifier si le caractère structurel de l'insécurité alimentaire dépasse, ou non, celui conjoncturel lié à la saisonnalité.
- Renforcer la coordination des partenaires de développement en étroite collaboration avec les autorités locales afin d'atteindre les objectifs de résilience ciblés.
- Renforcer la coordination avec les partenaires de nutrition et de développement rural et résilience afin de pallier aux problèmes de diversifications alimentaires et aussi de la faible consommation des protéines animales et des fruits et légumes, notamment dans la période de soudure.
- Multiplier les activités de résiliences surtout dans les domaines agro-pastorales.
- Vu la dépendance des marchés pour l'approvisionnement en aliments et la haute proportion de dépenses alimentaires, il est important de continuer à suivre l'évolution des prix des denrées dans les cinq régions et de vérifier des cas de flambée non-ordinaire pendant la saison de soudure.
- Continuer la surveillance des moyens d'existence des ménages ruraux, avec une cible spécifique aux fluctuations de l'offre d'emploi journalier, notamment dans les régions des grands chantiers.
- Continuer la surveillance des évolutions des prix des denrées de base dans les régions de l'intérieur particulièrement pour les céréales, les légumineuses, les légumes et le kérosène qui a un impact fort sur le pouvoir d'achat des ménages mais leur revenu.



Pour recevoir plus d'informations, veuillez contacter:

PAM Djibouti:
jacques.higgins@wfp.org
imed.khanfir@wfp.org
aden.ali-aden@wfp.org

FAO Djibouti:
emmanuelle.guernebleich@fao.org

UNICEF Djibouti :
Relano.meritxell@unicef.org
Kalil.sagno@unicef.org

PAM Régional (Nairobi)
sergio.regi@wfp.org
christoph.waldmeier@wfp.org
genevieve.chicoine@wfp.org



vam
food security analysis

